

LA POLITIQUE AFRICAINE DE F. MITTERRAND

La programmation de ce numéro de Politique africaine ne saurait réellement surprendre. Comment faire l'impasse, après quatorze ans de pouvoir, sur le bilan du « dernier "Africain", au sens biographique fort, de la classe politique française » (1) ? L'analyse de la politique africaine de F. Mitterrand a déjà fait l'objet de nombreuses publications (2). Celles-ci s'accordent en général à reconnaître, au regard de la politique de ses prédécesseurs, quelques petites ruptures et une grande continuité. Si, comme le rappelle J.-C. Willame dans le cas du Zaïre, le mitterrandisme a su éviter certaines dérives et l'affairisme giscardiens, les rares manifestations de « l'autre politique » annoncée par les socialistes en 1981 ont été annihilées par la volonté de maintien du statu quo. Le changement, encore qualifié « d'hypothétique » dans cette même revue en février 1982 (3) a fait long feu.

Les années Mitterrand ont plutôt été marquées par la « victoire de la continuité sur la novation » (4) : primauté des relations personnalisées avec les dirigeants africains ; accommodation de pouvoirs autoritaires et prédateurs ; maintien des accords de défense conclus avant 1981 ; persistance d'une coopération visant à entretenir la relation clientéliste dans les rapports franco-africains ; mais aussi refus ou rejet des tentatives de rénovation à l'image

titutions de Bretton Woods. Signe révélateur s'il en est, elle a fini par accepter la dévaluation du franc CFA prônée depuis plusieurs années par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale (B. Hibou).

En outre, l'adoption de la « doctrine d'Abidjan », qui subordonne les engagements financiers français à la conclusion d'accords entre les pays africains et le Fonds monétaire international est à l'origine d'une « contradiction fondamentale » (J.-F. Bayart) dans la mesure où la France accorde en même temps son soutien à ses clients traditionnels dont les pratiques coercitives et prébendaires vont à l'encontre de la logique des institutions financières internationales. J.-F. Bayart met également l'accent sur la multiplicité des centres de décision (présidence de la République, cabinet du Premier ministre, ministère des Affaires étrangères, Trésor, ministère de la Coopération, État-major des armées, DGSE, ministère de l'Intérieur) qui ajoute à la confusion. La mise en œuvre de plusieurs politiques en bien des points contradictoires cache en réalité la carence d'une vraie stratégie.

L'hypothèse d'une non-politique se vérifie aussi bien à travers divers exemples géographiques précis — « l'atonie » mitterrannique au Zaïre (J.-C. Willame), la « paristrouka » au Togo « où les idées généreuses et non politiques l'emportent de loin sur l'action et le volontarisme politiques » (J.-R. Heilbrunn et C.M. Toulabor) ou à Djibouti où les instruments d'une politique française se sont tout simplement liquéfiés (R. Marchal) — que sur le plan d'ensemble de la coopération économique (B. Hibou) ou de la politique africaine (J.-F. Bayart, Ph. Marchesin).

Au total, les quatorze ans de présidence mitterrannique auront davantage consisté à réagir aux événements qu'à conduire une action authentique. Cette absence de politique africaine novatrice a laissé le champ libre au « bricolage et à l'urgence » (B. Hibou) qui servent de plus en plus de substitut à une politique étrangère défaillante. Or, l'heure est plus que jamais à une reprise d'initiative et à une réinvention des modes d'exercice de la coopération pour s'adapter aux mutations du continent (8).

P.M.

Dossier thématique établi par Philippe Marchesin
(Université Paris-I)

(1) S. Smith, « Le règne impuissant du "grand chef blanc" », *Libération*, 7 novembre 1994.

(2) Voir notamment J.-F. Bayart, *La politique africaine de François Mitterrand*, Paris, Karthala, 1984 ; J. Adda et M.-Cl. Smouts, *La France face au Sud : le miroir brisé*, Paris, Karthala, 1989 ; P. Favier et M. Martin-Roland, *La décennie Mitterrand, 1. Les ruptures*, Paris, Seuil, 1990 ; S. Michaïlof (dir.), *La France et l'Afrique. Vade-mecum pour un nouveau voyage*, Paris, Karthala, 1993 ; S. Smith, « Les adieux de Mitterrand au continent africain », *Libération*, 7 novembre 1994 ; M.-P. Subtil, « François Mitterrand n'a pas le sentiment d'un échec en Afrique », *Le Monde*, 11 novembre 1994 ; Agir ici et Survie, *L'Afrique à Biarritz. Mise en examen de la politique française* (Biarritz, 8 et 9 novembre 1994), Paris, Karthala, 1995.

(3) D. Bach et M.-Cl. Smouts, Avant-

propos, « La France en Afrique », *Politique africaine*, 5, février 1982, p. 7.

(4) Pour une redéfinition de la politique africaine de la France, Contributions générales, Congrès de Liévin, *Vendredi, L'hebdomadaire des socialistes*, 237, 2 septembre 1994, p. 168.

(5) Voir Ch. de Brie, « En finir avec le gouvernement de l'Élysée », *Le Monde diplomatique*, avril 1995.

(6) Cl. Weill, « Guy Penne : le Foccart de Mitterrand », *Le Nouvel Observateur*, 1^{er}-7 août 1986.

(7) Voir S. Smith et A. Glaser, *Ces Messieurs Afrique, Le Paris-Village du continent noir*, Paris, Calmann-Lévy, 1992.

(8) Voir par exemple les analyses et propositions de l'Observatoire permanent de la Coopération française, Rapport 1995, Paris, Desclée de Brouwer, 1995.